



Déclaration FSU - CHSCTD du 29 juin 2020

A l'heure du déconfinement, de la reprise du travail, de la réouverture des écoles et alors que la crise sanitaire est toujours présente, les représentants FSU du CHSCT33 restent mobilisés et inquiets.

Les soignants, épuisés et inquiets du "*jour d'après*" comme ils ont su le montrer dans la rue le 16 juin dernier, espèrent pour certains des médailles et des primes. Pour les agents de l'Education ce sera plutôt des "*open badges*" à accrocher (virtuellement) sur leur espace Iprof. On mesure par exemple l'estime dans laquelle on les tient à travers les propos de la rectrice de Poitiers. Cette dernière affirmait le 25 juin dernier que, chez les enseignants, la montée en compétence et l'usage des ENT a été "*incroyable*" (il était pourtant fort crédible auparavant) et a atteint un niveau "*jamais approché jusque là*". Depuis le 16 mars, les collègues ont laissé dire que tout était prêt pour la continuité pédagogique en s'égosillant dans le même temps sur les innombrables disfonctionnement de leur ENT, lequel se résume le plus souvent à une application gérée par un opérateur privé (Index Education). Ils ont même réussi à plaisanter sur la cueillette de fraises pendant leurs "*vacances-Covid19*", laissé glisser sur eux les injonctions à se « *réinventer* » et, une fois passées les innombrables lubies « *apprenantes* », affronté la campagne de dénigrement que leur ministre a observé sans broncher avec un soutien qu'on envierait presque à celui des forces de l'ordre.

C'est ainsi peu dire que le retour d'expérience tarde à venir : statut des directeurs d'école, expérimentation 2S2C sur le temps scolaire, contrôle continu défaillant du bac, vacances apprenantes... Au contraire, la période actuelle semble offrir une fenêtre de lancement inédite pour des projets qui avaient vocation à rester dans les cartons !

Et le “*jour d’après*” dans notre département ? Au delà d’une information précise et régulière des représentants des personnels au cours des derniers mois c’est plutôt à une savante entreprise de communication menée par le DASEN33 à laquelle les collègues ont pu assister. Le point d’orgue a été atteint avec les chiffres tronqués sur le retour à l’école qu’un ministre aux abois s’est empressé de brandir comme un étendard. Car c’est bien un maximum de 40 % des élèves du primaire qui ont été accueillis en temps partiel jusqu’au 22 juin. On est ici loin des 60% évoqués par M. Coux qui s’était pourtant engagé fin mai à “*aller chercher les autres*”. Est-ce là le “*terrain*” sans cesse loué par notre DASEN, lequel ne cesse de renvoyer au “*local*”, comme pour mieux s’en affranchir et faire peser les pressions sur les équipes ?

La loi dite de transformation de la fonction publique n’est pas étrangère à cette détérioration. La haute administration, dans un contexte de toute puissance, manie menace et intimidation, carotte et bâton. La dérive autoritariste en matière de gestion du service public est ainsi en marche. C’est pourquoi la FSU exige de toute urgence un changement de fond dans les politiques menées et de forme dans les méthodes : abrogation de la loi de transformation publique et rétablissement des compétences des CAP en sont les préalables.

Enfin, la question de l’organisation de la rentrée est posée : le ministère doit publier avant les congés d’été, les différents scénarii en prévision de la présence ou pas du virus sur le territoire. Il ne serait pas acceptable que des changements de dernière minute interviennent à quelques jours seulement de l’arrivée des élèves, ni pour les personnels, ni pour les élèves.

Les élu(e)s FSU au CHSCT 33